



« La base de notre politique, c'est la peur ». La peur et le début du processus d'intégration européenne

Giuliana Laschi

« La base de notre politique, c'est la peur », affirme Paul-Henri Spaak lors du célèbre discours du 28 septembre 1948 à l'Assemblée Générale de l'ONU, en parlant des stratégies appliquées à la reconstruction politique et économique en Europe¹. C'est-à-dire que la peur est à la base des motivations qui portaient les gouvernements et les Européens à considérer de nouveaux projets pour le continent, capables de gérer la complexité internationale et le nouveau rôle que l'Europe se retrouvait à assumer. La peur est un élément fondamental de la relation entre société et système international, à n'importe quelle période de l'histoire et surtout après les deux guerres mondiales. Elle devient parfois un outil utilisé par les gouvernements, les dictateurs, les terroristes pour modifier la perception des autres dans le cadre systémique et elle a assurément été utilisée comme ça pendant la guerre froide. Le but de mon essai est de comprendre dans quelle mesure la peur a influencé le processus d'intégration européenne. Dans mon analyse, je propose trois hypothèses.

Premièrement, le processus d'intégration européenne n'a pas été développé uniquement comme réaction à la peur, d'abord de l'Allemagne, puis de l'URSS, mais pour des motivations qui sont enracinées dans le continent même et pour résoudre des problèmes structureaux, avec des instruments jamais utilisés jusqu'alors (Bitsch 2004 ; Bossuat 2012). La coopération en Europe naît à travers la cession de la souveraineté par les États européens : ce n'est pas une réaction vis-à-vis du système bipolaire (Bitsch 2007 ; Bossuat 2012).

Le deuxième élément que je voudrais souligner concerne la contextualisation du début de l'Europe communautaire : l'après-guerre, un environnement largement imprégné de peur. Peur de la guerre, de l'Allemagne, de l'URSS, mais aussi de la faim, de la misère, des morts sur le champ de bataille et civiles. Le contexte dans lequel une solution innovatrice en Europe a commencé à être envisagée était un contexte d'insécurité et des peurs, qui ont aussi créé un substrat qui explique bien ce qui est arrivé avec le processus d'intégration, pas du tout prévisible dans une Europe des États opposés l'un à l'autre (Preda 2015).

La troisième hypothèse que je propose concerne ceux qui sont présentés comme les pères de l'Europe, qui ont considérablement contribué au tournant de l'après-guerre, en indiquant le chemin de l'action et des choix créatifs comme la plus grande arme de dissuasion contre la peur. La peur crée l'immobilisme, les pères de

l'Europe ont appelé les citoyens et les gouvernements à l'action, pour vaincre la peur et, surtout, les causes qui l'avaient générée (Bossuat 2001 et 2003). Il me semble que ces trois éléments sont clairement liés entre eux et c'est sur eux qui se concentre mon analyse.

Les motivations qui ont donné vie aux Communautés ont sûrement été nombreuses ; il s'agissait de motivations constructives et créatives. Contrairement à une partie importante des historiens de l'intégration européenne, je crois que les motivations qui ont engendré le processus d'intégration européenne ont été diverses et principalement originaires du continent même. Pour importantes qu'aient été les pressions internationales – celle des États-Unis en faveur d'un processus d'intégration, celle soviétique contre un processus qui a été dès le début accusé d'impérialisme contre le bloc communiste – les Européens ont décidé, avec des résistances considérables dans les gouvernements et les sociétés, d'ouvrir une nouvelle époque de coopération forte et, on pourrait dire, structurale parce qu'ils ont pensé que celle-ci pouvait être la clef permettant d'ouvrir un futur moins incertain pour l'Europe. Il s'agit donc d'une décision, d'un choix actif, pas d'une simple réaction passive aux choix accomplis par d'autres. Désormais, il est incontestable qu'une élite politique européenne, grandie à l'ombre des deux guerres mondiales et soutenue par les mouvements européens et fédéralistes, a choisi avec conviction un parcours d'intégration européenne, dont les instruments n'étaient pas toujours clairs, de changement, avec des objectifs politiques et idéaux profondément européens, souvent fédéraux. Un chemin qui paraissait extrêmement complexe, mais qui semblait être l'une des rares possibilités réelles, en considérant l'échec substantiel des outils diplomatiques internationaux qui n'avaient pas été capables d'arrêter le crescendo de tension qui avait porté aux deux guerres mondiales. Pour certains des gouvernements qui se sont succédés dans les années cinquante, le choix de miser sur une Europe toujours plus intégrée fut un choix idéal et politique, pour d'autres, économique et pour d'autres encore la seule voie qui pouvait être empruntée, mais ce fût dans tous les cas un choix, soutenu par les États-Unis alliés, au début fortement voulu par eux, même s'il a été imaginé et proposé avec des modalités totalement différentes de celles qui effectivement ont donné vie aux premières communautés. Donc une action et pas une réaction.

Il est vrai que les tensions internationales ont commencé à la fin de la guerre à devenir toujours plus vives, en risquant d'écraser l'Europe, et son rôle international. Les peurs, à la fin des années quarante étaient nombreuses et susceptibles de mettre à genoux citoyens et gouvernements. Peur de la guerre, avant tout, peur de la faim, de l'Allemagne, mais aussi de la dictature, de la confrontation entre nations. Sur toutes ces peurs primait la peur de l'Union soviétique qui était celle qui paraissait être la plus en lien avec le futur, pas seulement avec le passé. Jusqu'au 1946, beaucoup de signaux d'alarme ont été lancés contre l'URSS, en commençant par le long télégramme de Kennan et le discours de Churchill qui décrivait une Europe divisée par ce qu'il définit comme le rideau de fer, une image qui a eu beaucoup de succès dans la définition de l'Europe pendant la guerre froide. Le célèbre discours de Winston Churchill tenu à Fulton le 5 mars 1964 est considéré par beaucoup comme le début de la guerre froide

mais aussi du processus d'intégration européenne, entendu comme renforcement de l'Occident contre l'Orient européen et soviétique. À Fulton, Churchill a recommandé de ne pas faire des hypothèses, mais de décrire la réalité :

Above all, we welcome constant, frequent and growing contacts between the Russian people and our own people on both sides of the Atlantic. It is my duty however, for I am sure you would wish me to state the facts as I see them to you, to place before you certain facts about the present position in Europe. From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic, an iron curtain has descended across the Continent².

Ici la peur joue un rôle dominant.

Kennan aussi, dans son long télégramme, parlait d'un climat général de peur, en employant parfois un ton apocalyptique. D'un côté, la peur que l'URSS avait par rapport à l'Occident³, due d'après Kennan à une profonde insécurité donnée par sa propre position d'infériorité, aussi comme capacité d'attraction, par rapport aux états-Unis. Mais de l'autre aussi, la peur que l'Occident avait de l'Union soviétique était très forte, peur d'une possible agression et d'un contrôle, craintes qui seront toujours rappelées dans les années suivantes, mais qui étaient déjà très présentes dans le télégramme :

Efforts will be made in such countries to disrupt national self-confidence, to hamstring measures of national defence, to increase social and industrial unrest, to stimulate all forms of disunity. All persons with grievances, whether economic or racial, will be urged to spelt redress not in mediation and compromise, but in defiant violent struggle for destruction of other elements of society. Here poor will be set against rich, black against white, young against old, newcomers against established residents, etc. Everything possible will be done to set major Western Powers against each other. Many foreign peoples, in Europe at least, are tired and

² The Sinews of Peace (Iron Curtain Speech), in <https://www.winstonchurchill.org/resources/speeches/1946-1963-elder-statesman/the-sinews-of-peace/%20>.

³ "At bottom of Kremlin's neurotic view of world affairs is traditional and instinctive Russian sense of insecurity. Originally, this was insecurity of a peaceful agricultural people trying to live on vast exposed plain in neighborhood of fierce nomadic peoples. To this was added, as Russia came into contact with economically advanced West, fear of more competent, more powerful, more highly organized societies in that area. But this latter type of insecurity was one which afflicted rather Russian rulers than Russian people; for Russian rulers have invariably sensed that their rule was relatively archaic in form fragile and artificial in its psychological foundation, unable to stand comparison or contact with political systems of Western countries. For this reason they have always feared foreign penetration, feared direct contact between Western world and their own, feared what would happen if Russians learned truth about world without or if foreigners learned truth about world within. And they have learned to seek security only in patient but deadly struggle for total destruction of rival power, never in contacts and compromises with it". Cfr. NSA Archive on line, 861.00/2 - 2246: Telegram *The Charge in the Soviet Union (Kennan) to the Secretary of State*, SECRET, Moscow, February 22, 1946--9 p.m. in <http://nsarchive2.gwu.edu/coldwar/documents/episode-1/kennan.htm>

frightened by experiences of past, and are less interested in abstract freedom than in security. They are seeking guidance rather than responsibilities. We should be better able than Russians to give them this. And unless we do, Russians certainly will⁴.

Ainsi si la guerre froide n'a pas été la cause du processus d'intégration, elle a sûrement été le contexte dans lequel un tel processus s'est développé. La pression qui venait du système international, de la guerre froide, de la confrontation totale et totalisante entre les deux Europes a composé le cadre dans lequel le processus d'intégration européenne s'est complètement déployé. Quelques années après la fin du conflit, la peur semblait encore gouverner le continent. Au niveau historiographique il est sans doute intéressant de comprendre dans quelle mesure la peur a vraiment créé une base fertile sur laquelle construire une alternative de certitudes, sécurités et stabilités, en partant de ceux qui ont donné l'impulsion à une coopération européenne forte.

En lisant les documents présents dans les archives historiques de l'Union européenne, tels que les mémoires des principaux leaders qui ont commencé le processus d'intégration européenne, on trouve plusieurs références à la tentative de dépasser la peur qui tenaillait l'Europe, en choisissant des instruments qui étaient capables de résoudre d'une façon structurale et durable le risque de nouveaux conflits sur le continent. Même Monnet, qui n'avait certainement pas l'habitude de se laisser mener par les états d'âme, fait plusieurs fois référence, dans ses œuvres et mémoires, à l'état d'angoisse, peur et effroi dans lequel les Européens vivaient encore après le conflit. D'ici il tient, en définitive, l'idée de trouver une solution qui libère l'Europe de l'immobilisme et de la peur, en remettant en mouvement l'économie et la société, avec un nouveau projet :

De quelque côté qu'on se tourne, dans la situation du monde actuel, on ne rencontre que des impasses, qu'il s'agisse de l'acceptation grandissante d'une guerre jugée inévitable, du problème de l'Allemagne, de la continuation du relèvement français, de l'organisation de l'Europe, de la place même de la France dans l'Europe et dans le Monde.

D'une pareille situation, il n'est qu'un moyen de sortir : une action concrète et résolue, portant sur un point limité mais décisif, qui entraîne sur ce point un changement fondamental et, de proche en proche, modifie les termes mêmes de l'ensemble des problèmes. C'est dans cet esprit qu'a été formulée la proposition présentée en annexe. Les réflexions ci-dessous résument les constatations qui y ont conduit⁵.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne), Archives Jean Monnet, Fonds AMG, 1/1/5, Note de réflexion de Jean Monnet, 3 mai 1950.

Jean Monnet était donc convaincu, comme beaucoup d'autres leaders, que peur et immobilisme étaient liés et que pour surmonter l'un il était également nécessaire de surmonter l'autre. Donc la peur pouvait être vaincue seulement par une action constructive et nouvelle, encore jamais engagée :

La guerre froide, dont l'objectif essentiel est de faire céder l'adversaire, est la première phase de la guerre véritable. Cette perspective crée chez les dirigeants une rigidité de pensée caractéristique de la poursuite d'un objet unique. La recherche des solutions des problèmes disparaît. Cette rigidité de pensée, d'objectif de part et d'autre amène inévitablement un choc qui est dans la logique inéluctable de cette perspective. De ce choc naîtra la guerre. En fait, déjà nous sommes en guerre.

Il faut changer le cours des événements ; pour cela, il faut changer l'esprit des hommes. Des paroles n'y suffisent pas. Seule une action immédiate portant sur un point essentiel peut changer l'état statique actuel. Il faut une action profonde, réelle, immédiate et dramatique qui change les choses et fasse entrer dans la réalité les espoirs auxquels les peuples sont sur le point de ne plus croire. Et ainsi donner aux peuples des pays « libres » de l'espoir dans les objectifs plus lointains qui leur seront assignés, et créera chez eux la détermination active de les poursuivre⁶.

Vu le grand intérêt que je porte à l'analyse de la présence de la peur et de son dépassement dans les œuvres de Monnet, ses discours et projets politiques ont été davantage étudiés que ceux des autres pères fondateurs. Dans sa pensée, peur et immobilisme trouvent une solution adéquate dans l'action et la coopération européenne. Aussi, s'il est beaucoup plus homme d'action que de réflexion, ses mémoires et ses œuvres sont pleines de pensées qui vont dans cette direction.

Moins connue et sûrement moins étudiée est la pensée de Spaak, qui a tout de même eu un rôle très important dans le processus d'intégration européenne et un grand rôle dans la coopération européenne et internationale⁷. Sa pensée sur l'intégration européenne est bien exprimée dans son œuvre « L'intégration européenne. Rêves et réalités », écrite alors qu'il était président de l'assemblée du Conseil de l'Europe⁸.

Par certains aspects, Spaak est différent des autres leaders européens ; premièrement, il est socialiste, et donc son adhésion à une idée de l'Europe a des racines différentes de celles des grands leaders démocrates-chrétiens. Il est moins engagé dans la construction fédérale, pas parce qu'il ne partageait pas l'idée d'une future Europe fédérale, mais il était extrêmement pragmatique et il pensait qu'il était nécessaire d'avancer le plus possible, peu importe comment. Il y a par contre

⁶ *Ibidem*.

⁷ Une référence essentielle est la bibliographie écrite par Michel Dumoulin, *Spaak* (1999). Cet œuvre est la seule biographie analytique écrite sur Spaak. Celle de Jacques Willequet (1975) est acritique.

⁸ Archives historiques de l'Union Européenne (ASUE), Fonds Spaak (FS), PHS-628 Conseil de l'Europe, Texte envoyé comme manuscrit à réviser à la revue *Foreign Affairs* au mois de juin 1950.

beaucoup d'éléments en commun avec les autres leaders et entre eux la certitude qu'on ne pouvait sortir de la guerre qu'à travers une action décisive vers la coopération européenne et internationale.

Donc Spaak, comme les autres pères fondateurs des Communautés, connaissait et comprenait la peur qui tenaillait les citoyens européens. Il en a parlé, comme l'ont fait les autres hommes politiques qui ont construit une Europe plus unie, et il a proposé avec fermeté les outils pour réagir et éviter de succomber à la peur. À ce propos, le discours auquel j'ai fait référence dans l'ouverture est significatif : un discours fascinant mais en même temps simple et rationnel, d'une grande force oratoire et en même temps pragmatique, universellement connu comme le « discours de la peur ». En 1948, Spaak était président de la première Assemblée de l'ONU, mais aussi premier ministre et ministre des affaires étrangères belge. Un premier ministre particulier, qui avait choisi *ante litteram* le chemin de la coopération et de l'intégration en Europe, en ayant été le principal responsable de la naissance du Benelux. Le choix européen et supranational avait donc été un choix solide pour Spaak, sur lequel construire l'après-guerre de son pays et du continent. Il conjugait en lui-même, donc, politique interne et politique externe, rôle national et rôle international. Aussi, s'il figure parmi les pères fondateurs du processus d'intégration européenne, son action politique et sa pensée sont généralement peu connues, notamment parce que son style était très simple, pas du tout rhétorique. Il est donc encore plus intéressant de souligner combien le discours de 1948 a au contraire été dramatique, plein de sentiments et sensations, parmi lesquelles la peur jouait un rôle fondamental. Il dénonçait sa peur à lui, qui était la peur de tous les Européens et qui était premièrement la peur du totalitarisme, la peur du communisme et de l'Union soviétique⁹.

Le « discours de la peur » de Spaak a eu un écho important et il a été accusé par ses adversaires politiques d'être conduit par la terreur. Spaak répondait aux accusations ; est intéressant à ce propos un document toujours de 1948 dans lequel il revendique son courage politique dans la dénonciation de la peur : « Désormais, mes adversaires vont s'exclamer : « Spaak a peur ! ». La peur que j'ai éprouvée n'est pas la peur d'un lâche. Pour faire ce discours, il faut un certain courage ! La peur que j'éprouve est celle d'un homme qui a le droit d'avoir peur¹⁰ ». Son sentiment de peur était partagé par plusieurs personnes parce que l'URSS était une dictature très dangereuse et les États européens n'arrivaient pas à trouver un accord qui leur permettait d'avancer dans la mise en sécurité de l'Europe. La seule façon de vaincre la peur était d'être forts et on ne pouvait l'être qu'en étant unis. Spaak fait très attention à parler d'intégration de façon réaliste et non pas idéologique et il lui arrive souvent de défendre ses propres positions en affirmant qu'il ne s'agit pas du tout de lyrisme, mais de réalité, et il le répète dans plusieurs discours et œuvres écrites. Il croit pourtant que « L'Europe doit

⁹ « Nous considérons que pour beaucoup de pays le communisme est une épreuve sans doute nécessaire. Mais nous pensons que c'est une épreuve dont le monde occidental peut se passer. Et, sans vouloir discuter aucun régime, nous voulons affirmer qu'après avoir lutté dans cette dernière guerre contre le fascisme et contre l'hitlérisme, nous n'entendons pas nous soumettre à n'importe quelle doctrine autoritaire ou totalitaire », *Ibidem*.

¹⁰ Document 29, dans Paul-F. Smets, cit. : 161.

naître et elle naîtra de notre idéalisme et de notre réalisme¹¹ ». Le concept fort qu'il répète de 1946 c'est que la peur ne doit pas créer l'immobilisme, au contraire, la seule possibilité c'est d'agir de manière décidée vers l'unité de l'Europe, parce qu'il n'y a pas d'autres options, la seule autre option possible c'est son déclin¹². En même temps, il refuse la possibilité de créer un mythe de l'Europe unie ou, encore pire, des attentes sans possibilités réelles de réalisation :

Nous n'avons jamais pensé que l'organisation économique de l'Europe serait une chose spectaculaire et que toutes les nations, après des années de différends de toutes sortes, se trouveraient unies un beau matin... L'organisation de l'Europe est une entreprise difficile, étape par étape, dans le meilleur esprit démocratique ; les accords intervenus ces 10 derniers mois sont raisonnables et intelligents¹³.

Pour tout ça, il salue le 9 mai 1950 comme une date d'une grande importance dans l'histoire de l'organisation européenne et de la construction de la paix et signale l'inutilité de toutes les discussions qui se développent autour du discours de Schumann (Bitsch 2010) : « Arrêtons toute cette discussion stérile. Voyons seulement la grandeur de l'idée et cherchons de bonne foi à la réaliser » (Smets 1993 : 33). Avec les mêmes convictions, il travaille activement à la préparation des traités de Rome¹⁴, en participant à la commission qui a ensuite pris son nom et il accueille la signature des traités comme une véritable révolution pacifique.

Il croyait que l'intégration européenne était nécessaire pour tous les pays, mais surtout pour les plus petits (Smets 1992), pour lesquels le développement de la solidarité internationale était une véritable question de survie : « Le moment est venu pour les peuples de comprendre qu'au-delà des intérêts de leurs pays, il y a les intérêts de la communauté de tous les peuples, de la communauté humaine » (Smets 1993 : 34).

La paix est indivisible, il était donc nécessaire d'arriver à une pacification du continent européen, à travers le seul outil possible et durable : la fédération. La fédération, en plus, préserve les petits États de ceux plus grands et puissants, c'est leur sécurité. « Vous ne devez pas avoir peur », répète-t-il aux parlementaires belges en 1952, pendant la discussion pour la Communauté européenne de défense. Les Belges trouvent dans les nouvelles organisations de l'Europe intégrées avec l'Allemagne, des garanties qu'ils n'auraient sûrement jamais eues en lui laissant totale liberté, comme le montrait très bien l'expérience de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

¹¹ ASUE, FS, 627 Congrès de La Haye, Congrès du Mouvement européen à Bruxelles, 25 février 1949.

¹² La relation entre les États dans le processus d'intégration européenne a été analysée dans plusieurs interventions à la conférence, dont les essais ont été réunis dans le livre de Geneviève Duchenne, Vincent Dujardin, Michel Dumoulin (2007).

¹³ ASUE, FS, 627 Congrès de La Haye, Conférence de presse de M. Spaak, Président du Conseil de l'OECE, 17 février 1949.

¹⁴ Pour une reconstruction de son rôle pendant les négociations, voir : Geneviève Duchenne, Rey Snoy (2007); Vincent Dujardin, Mihel Dumoulin, Pierre-Luc Plasman, *Jean-Charles Snoy* (2007).

Dans la haute autorité, l'Allemagne était en minorité, dans le Conseil des ministres, les Belges avaient le même pouvoir que les grands, dans l'Assemblée le Benelux avait 24 membres, alors que Français, Anglais et Italiens en avaient 18 chacun¹⁵.

Beaucoup plus réaliste était la peur que l'Allemagne ne se rapproche du monde soviétique, en créant un déséquilibre entre le monde occidental et le monde communiste, qui aurait même pu causer une guerre entre URSS et États-Unis. Les Russes voulaient empêcher la naissance de l'Europe unie parce qu'elle aurait inclus une Allemagne occidentale pacifiée¹⁶.

En même temps, si l'intégration était nécessaire, il fallait trouver aussi les outils permettant de la réaliser ; Spaak savait qu'il ne suffisait pas d'engager le processus pour que tout fonctionne. Au contraire, il était très critique contre les outils inadaptés qui avaient été utilisés, comme il l'explique à propos du Conseil de l'Europe, par exemple, même s'il en était le président :

Le Conseil de l'Europe n'est pas une très bonne institution. Le fait que l'Assemblée est purement consultative et que le Comité des Ministres ne peut se décider qu'à l'unanimité, rend très difficile toute action positive, et aussi longtemps que ces inconvénients ne seront pas modifiés, je doute que le Conseil de l'Europe puisse avoir sur la politique une influence vraiment profonde [...] il ne faut pas se décourager et qu'au contraire, il faut essayer de donner au Conseil de l'Europe le maximum d'activité positive possible¹⁷.

Après le vote négatif pour la CED de la part de l'Assemblée parlementaire française, Spaak dit que tout n'était pas remis en question, qu'on n'était pas en train de revenir à 1948, mais à 1950. Ils avaient été repoussés à nouveau loin et encore plus en bas, « mais c'est une nouvelle étape qui commence et nous sommes décidés à recommencer notre effort¹⁸ ».

Il fallait être pratique parce qu'il était indispensable que le travail politique commun aboutisse à des résultats évidents. Spaak soulignait que plusieurs personnes s'intéressaient à l'organisation du monde et de l'Europe, mais ça n'était pas assez. Pour organiser l'Europe, il ne suffisait pas d'une adhésion intellectuelle, implicite, mais on avait besoin de résultats. Il souhaitait que « Servant un grand idéal, nous saurons être réalistes et que [...] on verra que cette grande expérience nouvelle et délicate a été réussie¹⁹ ».

¹⁵ *Ibidem*, Discours à la Chambre des représentants, Spaak est député d'opposition, 7 février 1952.

¹⁶ *Ibidem*, Discours à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, 29 mai 1952.

¹⁷ ASUE, FS, PHS-628 Conseil de l'Europe, Lettre de Spaak à l'Ambassadeur belge à Londres, Bruxelles le 31 mai 1954.

¹⁸ AHUE, FS, PHS-313, CED – Note de synthèse de Paul-Henri Spaak, « Intégration européenne. Perspective actuelle », 1954.

¹⁹ ASUE, FS, PHS-628 Conseil de l'Europe, Discours prononcé par Henri Spaak à l'occasion de l'ouverture de la première session, s.d. (11 août 1950).

Idéaux et action ensemble pour construire une unité européenne comme seule réponse efficace à la peur que tenait l'Europe du deuxième après-guerre, un sentiment national, parce que les risques possibles pour les continents étaient clairs pour tous. Donc Spaak croyait que le processus d'intégration était le choix politique que les européens auraient dû faire pour repartir après la deuxième guerre mondiale et pour s'affirmer à nouveau sur la scène internationale ; une proposition capable de répondre aux exigences nationales et européennes. Le climat de peur avait une base réelle et la seule réponse capable de donner des résultats durables était une coopération européenne qui visait à l'unité. Les gouvernements européens devaient donc être capables de répondre avec décision et rapidité aux nécessités de la société européenne et à ses peurs. En conclusion, donc, la pensée et l'action politique de Henri Spaak résumant, contiennent et donc renforcent les hypothèses proposées au début de cet essai et plus que n'importe lequel des leaders ou action politique, elles répondent à mon objectif d'analyser les liaisons entre peur et processus d'intégration européenne.

Bibliographie

Bitsch Marie-Thérèse (2004). *Histoire de la Construction européenne de 1945 à nos jours*. Bruxelles : Complexe.

Bitsch Marie-Thérèse (2007). *La construction européenne : enjeux politiques et choix institutionnels*. Bruxelles : P. Lang

Bitsch Marie-Thérèse (2010). *Robert Schuman, apôtre de l'Europe 1953*. Bruxelles : P.I.E. Lang.

Bossuat Gérard (2001). *Les fondateurs de l'Europe unie*. Paris : Belin

Bossuat Gérard (dir.) (2003). *Inventer l'Europe : histoire nouvelle des groupes d'influence et des acteurs de l'unité européenne*. Bruxelles ; New York : P. Lang.

Bossuat Gérard (2009). *Histoire de l'Union européenne : fondations, élargissements, avenir*. Paris : Belin.

Bossuat Gérard (2012). *La France et la construction de l'Unité européenne : de 1919 à nos jours*. Paris : Armand Colin.

Duchenne Geneviève (2007). *Rey Snoy, Spaak. Fondateurs belges de l'Europe*. Bruxelles : Bruylant.

Duchenne Geneviève, Vincent Dujardin, Michel Dumoulin (textes réunis par) (2007). *Paul-Henry Spaak et la France*, Bruxelles : Bruylant.

Dujardin Vincent, Michel Dumoulin, Pierre-Luc Plasman (2007). *Jean-Charles Snoy et Paul Henri Spaak : signataires des Traités de Rome*, Liège : Le Cri.

Dumoulin Michel (1999). *Spaak*, Bruxelles : Racine.

Preda Daniela (2015). *The Birth of the European Community: Supranational Ideals and National Interests*. In Fiorentini Riccardo and Montani Guido. *The European Union and supranational political economy*. Abingdon, Oxon : Routledge, 21-43.

Smets Paul-F., (textes réunis et présentés par) (1980). *La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1942-1972)*, Bruxelles : Goemaere.

Smets Paul E. (1992). *Il faut faire l'Europe : Trente ans de la vie et des combats de Paul-Henri Spaak*. Bruxelles : Fondation Paul-Henri Spaak.

Smets Paul-F. (1993). *Il faut faire l'Europe*, Bruxelles : Fondation Paul-Henri Spaak.

Willequet Jacques (1975). *Paul Henri Spaak : un homme des combats*, Bruxelles : La Renaissance du livre.

Archives

Archives historiques de l'Union européenne (Florence), Fonds Spaak

Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne), Archives Jean Monnet